

résolutions, mais qu'elles sont le fruit de l'agitation factieuse de certains hon. membres dans l'enceinte même de cette assemblée ; que si cette agitation n'avait pas été continuée avec une persévérance obstinée nous ne serions pas dans la nécessité d'examiner les résolutions qui nous occupent. (Ecoutez !) Et, à l'appui de cette assertion, je puis rappeler des paroles prononcées par l'hon. président du conseil depuis que cette discussion est commencée. (Ecoutez !) Il a dit que les affaires du pays en étaient rendues à une impasse. Il a dit que nous marchions vers notre ruine, que notre dette augmentait si rapidement qu'il n'était plus possible d'arrêter le torrent du gaspillage que les hon. membres aujourd'hui ses collègues ont, par leur mauvaise administration, laissé déborder. Qu'on me comprenne bien : je n'accuse pas ces hon. messieurs d'extravagances, je ne fais que citer les paroles de l'hon. président du conseil. Mais il a dernièrement parlé de cette union comme d'un grand événement dont nous devons être fiers ; il nous a dit que chacune des provinces entrerait dans l'union avec un excédant de revenu et que, par suite, ce n'était point la nécessité qui nous commandait cette mesure ; que nous n'étions point des banqueroutiers unissant nos communes ruines mais des spéculateurs entreprenants entrant dans les affaires avec les meilleures garanties. Mais si tel est le cas, pourquoi ce changement ? Pourquoi nous exposer à des extravagances nouvelles et inévitables même si nous devons toujours avoir pour guide l'hon. président du conseil ? On a dit que les populations de la partie de la province à laquelle j'appartiens, étaient fatiguées des extravagances du gouvernement et de voir le Bas-Canada absorber une trop grosse portion du revenu payé par le Haut-Canada. On a affirmé que le Haut-Canada fournissait les sept-dixièmes du revenu total du pays ; qu'il n'était pas suffisamment représenté au parlement ; et que si nous étions menacés de ruine, c'est parce que notre voix ne pouvait se faire entendre dans la législature pour flétrir toutes les extravagances Bas-Canadiennes. On a dit encore que pour chaque subvention faite au Haut-Canada on en accordait toujours une pareille au Bas-Canada, et que, par conséquent, le Haut-Canada, payait plus que sa juste part au trésor public. En me plaçant à ce point de vue, je demanderai à l'hon. président du conseil, qui soutient si chaleureusement

ces résolutions, combien le Haut-Canada paiera de plus que le Bas-Canada sous la nouvelle constitution ? Le Bas-Canada devra recevoir \$888,531 du gouvernement fédéral. Or, si jusqu'à présent le Haut-Canada a payé les deux tiers, que dis-je, les sept-dixièmes du revenu général actuel, combien accordons-nous au Bas-Canada, sur nos propres fonds, pour administrer ses affaires locales auxquelles nous n'aurions rien à voir ? Dans l'arrangement qu'on veut conclure, supposons que les provinces du golfe constituent un cinquième du tout, ce qui sera, je présume, leur proportion, elles fourniraient ainsi \$177,706 ; le Haut-Canada fournirait \$473,884, et le Bas-Canada \$236,941 seulement. Pour l'administration locale du Bas-Canada, le Haut-Canada paierait donc au trésor non moins de \$473,884, c'est-à-dire le double, à peu-près, de ce que fournira le Bas-Canada pour le même objet. L'excédant que le Haut-Canada aurait à payer pour le Bas-Canada seulement, sera donc de \$175,859. (Ecoutez !) Voilà comment la question des finances a été réglée. On nous console en disant que nous serons un grand peuple, la troisième nation du globe, si j'ai bien compris. Et ce splendide résultat nous l'obtenons en nous unissant, nous, deux millions et demi, avec un peuple qui représente à peine un million d'habitants. Je ne vois pas très-bien comment notre union avec les provinces, au moyen du chemin de fer intercolonial, nous donnera cette position. Nous avons besoin d'un vaste territoire et d'une vaste population pour acquérir cette grandeur. On nous dit aussi que cette union nous rendra plus forts et nous mettra à même de nous défendre en cas d'hostilités avec les Etats-Unis, mais est-ce vrai ? (Cris de—oui ! et non !) Allons-nous devenir une nation indépendante qui traitera de gré à gré avec les autres puissances, ou continuerons-nous à dépendre de la couronne anglaise, comme je l'espère dans notre intérêt ? (Ecoutez !) Je ne me laisse pas du tout séduire par ces idées de grandeur dont on veut bien nous bercer. Nous ne serons jamais si grands que sous la couronne anglaise. Chacune des provinces est loyale et fidèle dans son allégeance au trône d'Angleterre, et si cette puissance déclare la guerre, chacune de ces provinces fera tous ses efforts pour défendre son propre territoire et aider la mère-patrie. Mais comment la nouvelle constitution nous donne-t-elle de la force ?